OBSERVATOIRE ECONOMIQUE DE L'ACHAT PUBLIC

Réunion Plénière du 15 novembre 2006

Point 3-1-2

Place des PME dans les marchés publics en 2004
Synthèse

La place des PME dans l'économie française est significative. Ainsi, elles représentent 8,6 millions de personnes en emploi (dont 6,8 millions de salariés), soit **54% de l'emploi total** et 49% de l'emploi salarié. En termes d'activité, elles réalisent **43% de la valeur ajoutée marchande**.

L'examen des données issues du recensement économique des marchés publics fourni par la base ARAMIS, croisées par l'INSEE avec les bases SIRENE et LIFI, permet les premières constatations suivantes :

1- Les PME sont majoritaires en termes de nombre de marchés publics attribués mais non en termes de montant. En ne retenant que les deux premiers critères de la définition européenne des PME (nombre de salariés et chiffre d'affaires), la part des PME dans le total des marchés publics (Etat + Collectivités locales) aurait atteint 73% en nombre de marchés mais seulement 49% en montant.

Si l'on introduit le troisième critère (indépendance de l'entreprise vis-à-vis d'une autre entreprise ou d'un groupe), c'est-à-dire en écartant les « fausses PME » qui sont en fait des filiales, cette **part des PME dans le total des marchés publics** (Etat + Collectivités locales) diminue, ne représentant plus que **64% du nombre de marchés et 36% du montant**.

La prépondérance des PME en termes de nombre de marchés apparaît plus marquée pour les Collectivités locales que pour l'Etat (65% contre 55%). En termes de montant, cette différence est encore plus marquée, la part des PME représentant 41% pour les Collectivités locales et seulement 21% pour l'Etat. Globalement, ces ordres de grandeur sont toutefois proches de celui du poids des PME dans la valeur ajoutée nationale.

2- Le mode de procédure de passation des marchés (appel d'offres ouvert, restreint, dialogue compétitif, etc…)**, pas plus que la forme des marchés** (unique, à bons de commande, etc…)**, ne semblent avoir d'incidence significative sur le choix du type de fournisseur.**

3- Les entreprises de plus de 250 salariés semblent remporter la majorité des marchés de l'Etat les plus importants en termes de montant et d'une durée supérieure à un an.

4- L'analyse du **nombre** de marchés par domaine (codes CPV regroupés en Fournitures / Services / Travaux) montre une **présence majoritaire des PME dans les marchés de travaux, notamment des Collectivités Locales et une présence encore forte dans les fournitures et services. La position des PME est plus modeste** si l'on considère **le montant des marchés, notamment de l'Etat.**

5- L'examen de la localisation géographique des acheteurs publics et des fournisseurs semble montrer que **le choix d'entreprises de proximité conduit à une certaine prédominance des PME, nettement plus marquée dans le cas des collectivités locales**. Toutefois, cette prédominance se réduit au fur et à mesure que les montants des contrats en jeu s'élèvent.

OBSERVATOIRE ECONOMIQUE DE L'ACHAT PUBLIC

Réunion Plénière du 15 novembre 2006

Point 3-1-2

Place des PME dans les marchés publics en 2004

L'examen des données issues du recensement économique des marchés publics fourni par la base ARAMIS gérée par la DGCP et la DAJ, croisées avec les bases SIRENE et LIFI gérés par l'INSEE (*voir annexe 1 : concepts et méthodes*), permet les premières constatations suivantes :

1- Les PME sont majoritaires en termes de nombre de marchés publics attribués mais non en termes de montant.

En ne retenant que les deux premiers critères de la définition européenne des PME (nombre de salariés et chiffre d'affaires), **la part des PME dans le total des marchés publics** (Etat + Collectivités locales) aurait atteint **73% en nombre de marchés mais seulement 49% en montant** (*Voir Tableau 1*).

Si l'on introduit le troisième critère (indépendance de l'entreprise vis-à-vis d'une autre entreprise ou d'un groupe), c'est-à-dire en écartant les « fausses PME » qui sont en fait des filiales, **cette part des PME dans le total des marchés publics** (Etat + Collectivités locales) **chute sensiblement**, ne représentant plus que **64% du nombre de marchés et 36% du montant** (*Voir Tableau 2*).

La prépondérance des PME en termes de nombre de marchés apparaît plus marquée pour les Collectivités locales que pour l'Etat (65% contre 55%). En termes de montant, cette différence est encore plus marquée, la part des PME représentant 41% pour les Collectivités locales et seulement 21% pour l'Etat.

Il faut néanmoins rester très prudent dans l'expression des pourcentages compte tenu de l'ampleur des anomalies figurant encore dans la base ARAMIS en dépit des retraitements déjà effectués (environ 1700 marchés dont le montant est à zéro, voire négatif, pour un total négatif d'environ 800 Millions d'Euros).

2- Le choix de la procédure de passation des marchés semble sans conséquence pour les PME

Le *Tableau 2 bis* montre que pour les deux grandes catégories d'acheteurs publics, l'essentiel des procédures se concentre sur deux modalités principales : l'appel d'offres ouvert (article 33) et les marchés à procédure adaptée (art. 28) et à procédure allégée (art. 30). Ainsi, alors que le **nombre** de marchés passés par l'Etat représente 12% du total des marchés recensés de l'ensemble Etat –Collectivités Locales, un peu moins des deux tiers de ce total correspondent à l'appel d'offres ouvert. Dans le cas des Collectivités Locales (88% du total), cette même procédure en représente précisément les deux tiers.

Tableau 2 bis : Structure des procédures des marchés publics par catégorie d'acheteur selon le nombre et le montant des marchés

(En % du total des marchés publics recensés Etat + Coll. Loc.)		Nombre de marchés			Montant des marchés		
Intitulé des Procédures	**Code Procédure**	**Etat**	**Coll. Loc.**	**Total Nombre**	**Etat**	**Coll. Loc.**	**Total Montant**
Appel d'offres ouvert (art. 33)	**01**	8%	63%	71%	15%	57%	72%
Appel d'offres restreint (art. 33), dialogue compétitif (art. 36), marché de conception et marché à phases (art. 68)	**02**	1%	1%	2%	2%	3%	5%
Marchés à procédure adaptée (art. 28) et à procédure allégée (art. 30)	**03**	1%	10%	11%	0%	2%	2%
Négocié avec publicité préalable et mise en concurrence (art. 35 I)	**04**	1%	7%	7%	1%	5%	6%
Négocié sans publicité préalable, avec mise en concurrence (art. 35 II)	**05**	0%	1%	1%	0%	1%	1%
Négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence (art. 35 III)	**06**	1%	4%	5%	7%	6%	12%
Concours (art. 38), y compris concours de maîtrise d'œuvre (art. 74 II 3°)	**07**	0%	0%	0%	0%	1%	1%
Mise en compétition limitée (art. 74 II 2°)	**08**	0%	1%	1%	0%	0%	0%
marchés de définition sans mise en compétition (art. 73-III, 74-III et IV)	**09**	0%	0%	1%	0%	0%	0%
Total		**12%**	**88%**	**100%**	**26%**	**74%**	**100%**

Sources : ARAMIS, LiFi 2003, Suse

En ce qui concerne le **nombre de marchés**, les PME remportent globalement 55% des marchés passés par l'Etat et 65% des marchés passés par les Collectivités locales. Dans aucun des différents modes de passation, -hormis peut-être dans le cas de la procédure N° 6 (marchés négociés sans publicité préalable et sans mise en concurrence)-, les PME ne semblent connaître de sous-représentation notable (*Voir Tableau 3 pour l'Etat et Tableau 12 pour les Collectivités Locales*).

En ce qui concerne le **montant des marchés**, la position des PME n'est plus aussi favorable car leur poids correspond à seulement 21% du montant des marchés passés par l'Etat et à 41% du montant des marchés passés par les Collectivités locales. On note une certaine sous-représentation des PME dans le cas de la procédure N° 6 (marchés négociés sans publicité préalable et sans mise en concurrence) vis-à-vis des Collectivités Locales et des procédures 6 et 7 (concours y compris concours de maîtrise d'œuvre) vis-à-vis de l'Etat (*Voir Tableau 21 pour l'Etat et Tableau 30 pour les Collectivités Locales*). Pour l'Etat, les marchés les plus importants en termes de montant reviennent majoritairement aux entreprises les plus grandes (49% du total des marchés de l'Etat concernent des entreprises de plus de 1000 salariés). Pour les Collectivités Locales, la répartition des bénéficiaires apparaît beaucoup plus homogène.

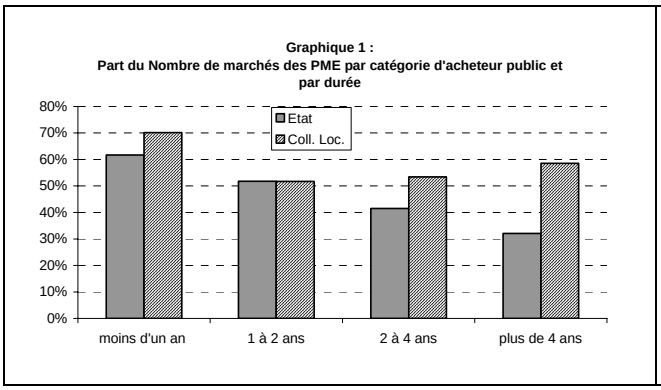
3- Les PME sont moins présentes sur les marchés de l'Etat les plus importants en termes de montant et d'une durée supérieure à un an.

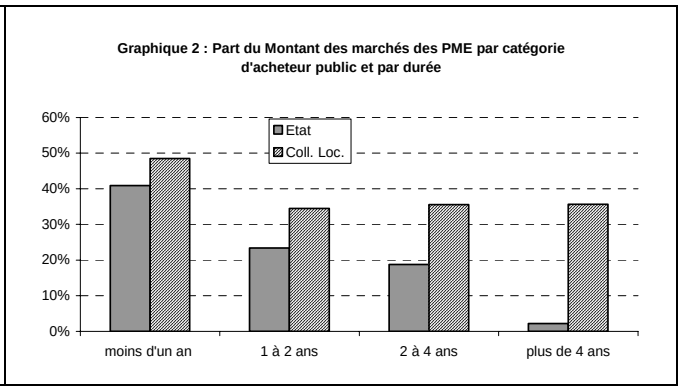
En nombre de marchés, les PME sont bien représentées. Ainsi, pour ce qui concerne **l'Etat, le nombre** de marchés d'une durée comprise entre 1 et 2 ans attribués à des PME atteint 52%. Ce pourcentage passe à 41% pour ses marchés d'une durée de 2 à 4 ans et à 32% pour ses marchés d'une durée supérieure à 4 ans (*Voir Tableau 4 et Graphique 1*).

Pour ce qui concerne **les Collectivités Locales, la situation est encore plus favorable.** Le **nombre** de marchés d'une durée comprise entre 1 et 2 ans attribués à des PME atteint 52%. Ce pourcentage passe à 53% pour ses marchés d'une durée de 2 à 4 ans et à 59 pour ses marchés d'une durée supérieure à 4 ans (*Voir Tableau 13 et Graphique 1*).

Toutefois, cet avantage des PME en termes de nombre de marchés, y compris pour les marchés à durée longue, s'inverse si l'on raisonne en termes de montants des marchés. Ce fait est très marqué dans le cas des marchés de l'Etat. Ainsi, 23% de ses marchés d'une durée comprise entre 1 et 2 ans sont attribués à des PME. Ce pourcentage tombe à 19% pour ses marchés d'une durée de 2 à 4 ans et à seulement 2% pour ses marchés d'une durée supérieure à 4 ans (*Voir Tableau 22 et Graphique 2*).

Dans le cas des Collectivités Locales, le phénomène est nettement atténué. Ainsi, 34% des marchés des Collectivités Locales d'une durée comprise entre 1 et 2 ans sont attribués à des PME. Ce pourcentage atteint 36% pour les marchés d'une durée de 2 à 4 ans, de même que pour les marchés d'une durée supérieure à 4 ans (*Voir Tableau 31 et Graphique 2*).





4- La forme du marché semble avoir un impact limité sur le choix du titulaire.

En termes de **nombre de marchés**, les PME semblent assez également réparties entre les différentes formes de marché, qu'il s'agisse des marchés attribués par l'Etat ou par les Collectivités locales (*Voir Tableau 5 pour l'Etat et Tableau 14 pour les Collectivités Locales*). Tout juste pourrait-on noter une relative sous-représentation des PME dans le cas des marchés à bons de commande qui semblent favoriser les entreprises les plus grandes.

En termes de **montant des marchés**, toutefois, l'avantage relatif des grandes entreprises par rapport aux PME dans le cas spécifique des marchés à bons de commande, s'il persiste dans le cas des marchés des Collectivités Locales, n'est plus notable dans le cas des marchés de l'Etat (*Voir Tableau 23 pour l'Etat et Tableau 32 pour les Collectivités Locales*).

5- L'analyse du nombre de marchés par domaine (codes CPV regroupés en Fournitures / Services / Travaux**) montre une présence majoritaire des PME dans les marchés de travaux, notamment des Collectivités Locales et une présence encore forte dans les fournitures et services. La position est plus modeste si l'on considère le montant des marchés, notamment de l'Etat.**

En termes de **nombre de marchés**, les PME remportent 46% des **marchés de l'Etat** dans le domaine des **fournitures** et des **services**, et 69% de ses marchés de **travaux**. Pour ce qui concerne les marchés des **Collectivités Locales**, la part des PME est de 44% pour les marchés de **fournitures**, 63% pour les marchés de **services** et 79% pour les marchés de **travaux** (*Voir Tableau 7 pour l'Etat et Tableau 16 pour les Collectivités Locales*).

En termes de **montant des marchés,** la part des PME n'atteint plus que 23% des marchés de **l'Etat** dans le domaine des **fournitures,** 11% dans celui des **services**, et 32% de ses marchés de **travaux**. Pour ce qui concerne les marchés des **Collectivités Locales**, la part des PME est de 31% pour les marchés de **fournitures**, 45% pour les marchés de **services** et 46% pour les marchés de **travaux** (*Voir Tableau 25 pour l'Etat et Tableau 34 pour les Collectivités Locales*).

6- Le croisement des marchés par domaine (Fournitures / Services / Travaux) et par tranche de montant confirme la position forte des PME sur les marchés de travaux, sauf pour les montants les plus élevés, une position moins favorable pour les marchés de services et surtout pour les marchés de fournitures.

En termes de **nombre de marchés**, la part des PME est nettement prépondérante pour les marchés de **travaux** d'un montant inférieur à 230 000 €, proche de celle des autres entreprises pour la tranche 230 000 – 1 million € et minoritaire pour la tranche supérieure à 1 million €, qu'il s'agisse de **l'Etat** ou des **Collectivités Locales**.

Pour les marchés de **services**, la part des PME est prépondérante jusqu'à 1 million € et à peine minoritaire au-dessus dans le cas des **Collectivités Locales.** Dans le cas de **l'Etat**, la prépondérance des PME se limite aux tranches inférieures à 90 000 € et leur part se réduit au fur et à mesure que les montants s'élèvent.

Pour les marchés de **fournitures**, la part des PME est toujours minoritaire même si elle est assez proche de celle des autres entreprises pour les marchés compris entre 10 000 et 230 000 €, qu'il s'agisse de **l'Etat** ou des **Collectivités Locales** (*Voir Tableau 9 pour l'Etat et Tableau 18 pour les Collectivités Locales).*

En termes de **montant des marchés,** la part des PME reste nettement prépondérante pour les marchés de **travaux** d'un montant inférieur à 1 million € (**Collectivités Locales**) ou à 230 000 € (**Etat**).

Pour les marchés de **services**, la part des PME reste majoritaire jusqu'à 1 million € dans le cas des **Collectivités Locales.** En revanche, dans le cas de **l'Etat,** cette part n'est prépondérante que jusqu'à 90 000 € et se réduit nettement à partir de 150 000 €.

Pour les marchés de **fournitures**, la part des PME est toujours minoritaire même si elle est proche de celle des autres entreprises pour des montants de marchés inférieurs à 150 000 €, qu'il s'agisse de **l'Etat** ou des **Collectivités Locales** (*Voir Tableau 27 pour l'Etat et Tableau 36 pour les Collectivités Locales*).

7- Le croisement des marchés par domaine (Fournitures / Services / Travaux) et par tranche de durée montre, sauf pour les échéances les plus longues, une position forte des PME sur les marchés de travaux et encore favorable sur les marchés de services. Enfin, sauf pour les durées les plus courtes, la position des PME est minoritaire sur les marchés de fournitures.

En termes de **nombre de marchés**, la prédominance des PME est nette pour les marchés de **travaux** sur toutes les échéances (**Collectivités Locales**) ou pour ceux d'une durée inférieure à quatre ans (**Etat**).

Pour les marchés de **services**, la prédominance des PME est nette sur toutes les échéances (**Collectivités Locales**) mais seulement sur les échéances d'une durée inférieure à six mois (**Etat**).

Pour les marchés de **fournitures**, la prédominance des PME est nette seulement sur les échéances d'une durée inférieure à six mois (**Collectivités Locales**) ou à douze mois (**Etat**) (*Voir Tableau 10 pour l'Etat et Tableau 19 pour les Collectivités Locales*).

En termes de **montant des marchés,** la part des PME est prépondérante pour les marchés de **travaux** seulement sur les échéances inférieures à douze mois (**Collectivités Locales**). Dans le cas de l'**Etat**, cette part est nettement minoritaire sur toutes les échéances.

Pour les marchés de **services**, la prédominance des PME est limitée aux échéances d'une durée inférieure à douze mois (**Collectivités Locales**) et seulement aux échéances comprises entre quatre et six mois (**Etat**).

Pour les marchés de **fournitures**, la part des PME est légèrement majoritaire dans le cas des **Collectivités Locales** sur les échéances d'une durée inférieure à six mois. Dans le cas de l'**Etat,** cette part est du même ordre que celle des autres entreprises sur les échéances d'une durée inférieure à trois mois**.** Sur toutes les autres échéances, la part des PME est nettement minoritaire, qu'il s'agisse de l'**Etat** ou des **Collectivités Locales** (*Voir Tableau 28 pour l'Etat et Tableau 37 pour les Collectivités Locales*).

8- L'examen de l'origine géographique des acheteurs publics et des fournisseurs semble montrer que le choix d'entreprises de proximité conduit à une certaine prédominance des PME, nettement plus marquée dans le cas des collectivités locales. Toutefois, cette prédominance se réduit au fur et à mesure que les montants s'élèvent.

Il a paru intéressant d'examiner si les acheteurs publics tendaient à privilégier la proximité des fournisseurs et si cette préférence éventuelle pouvait avoir une incidence sur le choix entre les PME et les autres entreprises. **Les résultats de cet examen, fondé sur la confrontation des N° SIREN acheteur et fournisseur sont cependant à considérer avec circonspection pour au moins deux raisons** : d'une part, il s'agit de N° SIREN et non de N° SIRET, or il peut y avoir éloignement géographique entre une entreprise (ou une administration publique) et l'établissement (ou l'établissement public) qui lui est rattaché[1] ; d'autre part, la proximité géographique entre un acheteur et un fournisseur qui appartiennent à deux départements différents mais limitrophes peut, dans certains cas, être plus grande que s'ils appartenaient au même département.

En termes de **nombre de marchés**, la part des contrats attribués localement (i. e. à des entreprises qui appartiennent au même département que l'acheteur public) atteint 26% pour l'**Etat** (soit 36% pour les PME et 14% pour les autres entreprises). Pour les **Collectivités Locales**, cette part est sensiblement plus élevée, atteignant 46%, (soit 62% pour les PME et 17% pour les autres entreprises). (*Voir Tableau 11 pour l'Etat et Tableau 20 pour les Collectivités Locales*).

En termes de **montant des marchés,** la part des contrats attribués localement atteint 16% pour l'**Etat** (soit 30% pour les PME et 12% pour les autres entreprises). Pour les **Collectivités Locales**, cette part est sensiblement plus élevée, atteignant 36% (soit 57% pour les PME et 21% pour les autres entreprises). On note que le recours aux PME de proximité chute au fur et à mesure que le montant du contrat augmente alors que ce phénomène est moins sensible avec les autres entreprises (*Voir Tableau 29 pour l'Etat et Tableau 38 pour les Collectivités Locales*).

Au total, la place des PME, significative dans l'économie en matière d'emploi et d'activité, est également notable en matière d'obtention de marchés publics, même si la part qu'elles représentent est nettement plus importante en termes de nombre qu'en termes de montant de marchés, notamment dans le cas de l'Etat. Les Collectivités Locales, qui réalisent 88% du nombre total de marchés publics et 74% du montant total de ces marchés sont, assez logiquement, les premiers clients des PME.

[1] Même si cet argument est moins pertinent pour une PME que pour une entreprise de plus grande taille.

La première analyse réalisée sur les données 2004 ne semble pas mettre en évidence de procédure significativement pénalisante pour les PME. Ainsi, la procédure de l'appel d'offres ouvert, la plus utilisée, mais aussi la plus lourde et, a priori, la plus coûteuse à mettre en œuvre, ne semble pas handicaper les PME.

Le principal handicap des PME semble résider dans leur difficulté à remporter des marchés de fort montant, les plus importants semblant revenir en majorité aux entreprises les plus grandes. Dans ce domaine, un plus large recours à l'allotissement, favorisé par le nouveau code des marchés publics, pourrait apporter un élément de réponse.

D'un autre côté, elles disposent visiblement d'atouts spécifiques face aux grandes entreprises, notamment la proximité des clients.

ANNEXES

ANNEXE 1- Concepts et Méthodes

1- **Définition de la PME** : compte tenu de la multiplicité de définitions du concept de PME en fonction du contexte, il a été décidé de retenir pour les tableaux et les commentaires le **concept recommandé au niveau européen, qui retient les trois critères suivants** : entreprise de moins de 250 salariés ; chiffre d'affaires annuel inférieur ou égal à 50 millions d'Euros, non détention à hauteur d'au moins 25% par une ou des entreprises ne correspondant pas à la définition de la PME. Toutefois, à titre de comparaison, et seulement à un niveau agrégé, a également été retenue une **définition de la PME fondée sur les seuls deux premiers critères**, i.e. en ne tenant pas compte du critère de dépendance.

2- **Les différences dans les totaux** : ces données correspondent aux « marchés publics recensés » grâce à la « fiche de recensement économique des marchés publics » qui alimentent en Comptabilité Publique la base ARAMIS gérée par la DGCP et la DAJ. Compte-tenu de l'insuffisante rigueur dans le remplissage de ces fiches par les ordonnateurs, de nombreuses fiches ne sont pas exploitables (par ex. N° SIREN inexact qui empêche de rattacher tel marché à un acheteur public ou à un fournisseur) ou ne le sont qu'après investigation. Aussi, en fonction de l'état d'avancement de ces investigations, les montants totaux retenus peuvent varier (**montant le plus élevé** si l'on retient le total des marchés recensés y compris ceux que l'on ne peut rattacher à des SIREN acheteur et fournisseur bien identifiés ; **montant le plus bas** si l'on exclut les marchés comportant un ou plusieurs SIREN non identifiés ; **montants intermédiaires** et qui évoluent dans le temps en fonction de l'état d'avancement des investigations qui permet de réintégrer dans le total des marchés initialement écartés car mal identifiés. Ces travaux consistent en un processus itératif commençant par la confrontation des données « brutes » de la base ARAMIS à la base SIRENE de l'INSEE afin, d'une part, de repérer les SIREN inutilisables et, d'autre part, de trier les marchés en fonction de la nature des fournisseurs (PME/non PME) selon les deux premiers critères retenus (nombre de salariés et chiffre d'affaires). Il se poursuit par la confrontation avec la base LIFI de l'INSEE qui permet de différencier parmi les PME ayant satisfait aux deux premiers critères celles qui satisfont également au troisième critère (indépendance par rapport à une autre société ou à un groupe). Des investigations sont ensuite menées pour tenter de réaffecter les SIREN « corrects » aux marchés pour lesquels ces données sont manquantes ou inexactes. Ces investigations seront à poursuivre, notamment pour **corriger un certain nombre d'anomalies graves (marchés dont le montant est à 0, voire négatif)**.

3- **Le champ de la base ARAMIS est sensiblement différent du champ des achats publics retenu par la Comptabilité Nationale** (Voir note sur l'analyse des écarts). Le **champ « Etat »** correspond aux codes SIREN de la base SIRENE de l'INSEE qui commencent par 10 à 19. Ce champ regroupe l'Etat au niveau central et déconcentré ainsi que les établissements publics qui s'y rattachent. Le **champ « Collectivités locales »** correspond aux codes SIREN débutant par 20 à 29. Il comprend les différentes Collectivités territoriales ainsi que les établissements publics qui s'y rattachent. L'essentiel des établissements publics d'hospitalisation figure dans ce champ. En revanche, les établissements privés d'hospitalisation participant au service public hospitalier (PSPH), qui sont inclus dans le champ des Administrations de Sécurité Sociale (ASSO) en Comptabilité Nationale, sont ici considérés comme des entreprises et ne figurent donc dans aucun des deux champs précités des

administrations publiques. **Le champ de la base ARAMIS est également différent de celui couvert par les enquêtes annuelles d'entreprises sur les services (EAES).** Ces enquêtes ont récemment donné lieu à une publication par la Division Services de l'INSEE sur le thème de l'accès aux marchés publics des PME des services aux entreprises.

4- **Procédure de passation des marchés** : les modes de procédure de passation des marchés sont regroupés en **9 catégories** : **(1)** appel d'offres ouvert (art. 33) ; **(2)** appel d'offres restreint (art. 33), dialogue compétitif (art. 36), marché de conception-réalisation et marché à phases (art. 68) ; **(3)** marché à procédure adaptée (art. 28) et à procédure allégée (art. 30) ; **(4)** marché négocié avec publicité préalable et mise en concurrence (art. 35 –I) ; **(5)** marché négocié sans publicité préalable, avec mise en concurrence (art. 35 –II) ; **(6)** marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence (art. 35 –III) ; **(7)** concours (art. 38) y compris concours de maîtrise d'œuvre (art. 74-II-3°) ; **(8)** mise en compétition limitée (art. 74-II-2°) ; **(9)** marchés de définition sans mise en compétition (art. 73-III et art. 74-III et IV).

5- **Forme du marché** : **4 catégories** : **(1)** unique ; **(2)** à bons de commande (art. 71) ; **(3)** à tranche conditionnelle (art. 72) ; **(4)** à phases (art. 68).

6- **Type de prix** : **3 catégories** : **(1)** ferme ou ferme actualisable ; **(2)** ajustable ; **(3)** révisable.

7- **CODE CPV** (Common Procurement Vocabulary -vocabulaire commun européen pour les marchés publics, applicable depuis le 16 décembre 2003) : permet de classer la nature des prestations objet du marché. Ici, le classement se limite aux 3 grandes catégories : Fournitures **(F)** ; Services **(S)** et Travaux **(T).**

ANNEXE 2 : Données globales sur les marchés publics des PME avec et sans prise en compte du critère de dépendance

Tableau 1 : MARCHES PUBLICS ET PME (critères européens sauf critère de dépendance)

ETAT (PME sans critère de dépendance)									
	PME				Non PME				
	TPE (0 à 19)	Petites (20-49)	Moyennes (50 à 249)	**total PME**	<250	250-1000	> 1000	total non PME	**PME + non PME**
Nombre de marchés	5 247	3 535	3 364	12 146	387	2 487	2 961	5 835	17 981
Montant total des marchés	818 879 866	660 416 708	1 108 326 965	2 587 623 539	111 650 122	1 500 105 564	4 030 291 722	5 642 047 408	8 229 670 947
Etat									
(en % du nombre total des marchés Etat)	29%	20%	19%	**68%**	2%	14%	16%	32%	100%
(en % du montant total des marchés Etat)	10%	8%	13%	**31%**	1%	18%	49%	69%	100%

COLLECTIVITES LOCALES (PME sans critère de dépendance)									
	PME				Non PME				
	TPE (0 à 19)	Petites (20-49)	Moyennes (50 à 249)	**total PME**	<250	250-1000	> 1000	total non PME	**PME + non PME**
Nombre de marchés	51 114	27 737	21 286	100 137	4 771	15 553	14 352	34 676	134 813
Montant total des marchés	4 639 625 187	3 528 127 102	4 775 182 142	12 942 934 430	1 101 392 072	4 663 130 015	5 032 981 443	10 797 503 530	23 740 437 960
Coll. Loc.									
(en % du nombre total des marchés)				**74%**				26%	100%
(en % du montant total des marchés)				**55%**				45%	100%

Total ETAT + COLLECTIVITES LOCALES (PME sans critère de dépendance)		
Total Etat + Coll. Loc.	**total PME**	total non PME	**PME + non PME**
Nombre de marchés	112 283	40 511	152 794
(en % du nombre total des marchés)	**73%**	27%	100%
Montant total des marchés	15 530 557 969	16 439 550 938	31 970 108 907
(en % du montant total des marchés)	**49%**	51%	100%

Sources : ARAMIS, SIRENE, LIFI ; Traitement des données : DGCP, DAJ, INSEE, DGTPE

Tableau 2 : MARCHES PUBLICS ET PME (critères européens y compris critère de dépendance)

ETAT (PME avec critère de dépendance)									
	PME				Non PME				
	TPE (0 à 19)	Petites (20-49)	Moyennes (50 à 249)	total PME	<250	250-1000	> 1000	total non PME	**PME + non PME**
Nombre de marchés	5 035	3 072	1 843	9 950	2 583	2 487	2 961	8 031	17 981
Montant total des marchés	725 462 750	541 168 148	468 132 878	1 734 763 776	964 509 885	1 500 105 564	4 030 291 722	6 494 907 171	8 229 670 947
Etat									
(en % du nombre total des marchés Etat)	28%	17%	10%	**55%**	14%	14%	16%	45%	100%
(en % du montant total des marchés Etat)	9%	7%	6%	**21%**	12%	18%	49%	79%	100%

COLLECTIVITES LOCALES (PME avec critère de dépendance)									
	PME				Non PME				
	TPE (0 à 19)	Petites (20-49)	Moyennes (50 à 249)	total PME	<250	250-1000	> 1000	total non PME	**PME + non PME**
Nombre de marchés	49 629	25 205	12 478	87 312	17 596	15 553	14 352	47 501	134 813
Montant total des marchés	4 420 689 537	3 023 809 411	2 214 017 812	9 658 516 760	4 385 809 741	4 663 130 015	5 032 981 443	14 081 921 200	23 740 437 960
Coll. Loc.									
(en % du nombre total des marchés)	37%	19%	9%	**65%**	13%	12%	11%	35%	100%
(en % du montant total des marchés)	19%	13%	9%	**41%**	18%	20%	21%	59%	100%

Total ETAT + COLLECTIVITES LOCALES (PME avec critère de dépendance)									
Total Etat + Coll. Loc.				**total PME**				total non PME	**PME + non PME**
Nombre de marchés				97 262				55 532	152 794
(en % du nombre total des marchés)				**64%**				36%	100%
Montant total des marchés				11 393 280 537				20 576 828 370	31 970 108 907
(en % du montant total des marchés)				**36%**				64%	100%

Sources : ARAMIS, SIRENE, LIFI ; Traitement des données : DGCP, DAJ, INSEE, DGTPE

ANNEXE 3 : marchés publics de l'Etat par nombre de marchés

Tableau 3 : ETAT : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par type de Procédure (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Procédure	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
01	25%	17%	10%	53%	16%	15%	17%	100%
02	25%	19%	13%	58%	13%	14%	15%	100%
03	43%	18%	7%	68%	10%	9%	13%	100%
04	38%	21%	12%	71%	11%	7%	11%	100%
05	34%	16%	7%	58%	17%	10%	16%	100%
06	22%	11%	10%	42%	10%	17%	30%	100%
07	63%	11%	4%	78%	13%	4%	6%	100%
08	62%	7%	4%	73%	6%	11%	9%	100%
09	53%	20%	5%	78%	2%	5%	15%	100%
Total	28%	17%	10%	55%	14%	14%	16%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 4 : ETAT : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par Durée (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Durée	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
0-3 mois	35%	18%	10%	63%	15%	12%	10%	100%
4-6 mois	35%	22%	10%	68%	13%	10%	10%	100%
7-12 mois	27%	18%	12%	57%	15%	12%	15%	100%
13-24 mois	25%	17%	9%	52%	14%	14%	20%	100%
25-48 mois	21%	11%	10%	41%	14%	19%	25%	100%
> 49 mois	15%	10%	6%	32%	18%	18%	33%	100%
Total	28%	17%	10%	55%	14%	14%	16%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 5 : ETAT : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par Forme de marché (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Forme	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
01	32%	20%	11%	63%	13%	11%	13%	100%
02	20%	12%	9%	41%	16%	19%	23%	100%
03	32%	20%	9%	61%	16%	11%	13%	100%
04	37%	15%	7%	60%	16%	9%	15%	100%
Total	28%	17%	10%	55%	14%	14%	16%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 6 : ETAT : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par type de Prix (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Type prix	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
01	32%	19%	11%	61%	14%	12%	13%	100%
02	19%	11%	8%	38%	17%	18%	27%	100%
03	25%	17%	11%	53%	13%	15%	19%	100%
Total	28%	17%	10%	55%	14%	14%	16%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 7 : ETAT : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par code CPV (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Code CPV	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
F	22%	13%	11%	46%	19%	17%	18%	100%
S	27%	9%	9%	46%	10%	17%	28%	100%
T	33%	25%	11%	69%	13%	9%	9%	100%
Total	28%	17%	10%	55%	14%	14%	16%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 8 : ETAT : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par tranches de Montants (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Montants	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
<=0€	16%	5%	6%	27%	19%	25%	30%	100%
1€-10K	33%	15%	9%	57%	13%	13%	16%	100%
10K€-90K	34%	20%	10%	63%	12%	11%	13%	100%
90K€-150	28%	17%	12%	58%	14%	13%	15%	100%
150K€-230	21%	18%	11%	51%	16%	16%	17%	100%
230K€-1000	19%	14%	11%	44%	18%	18%	20%	100%
>1000K	10%	8%	9%	27%	19%	22%	32%	100%
Total	28%	17%	10%	55%	14%	14%	16%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 9 - ETAT : Nombre de marchés, par domaine d'activité (Fournitures/Services/Travaux) et par tranches de montant (en %)

	Total PME			Total autres entreprises			Ensemble des entreprises
Montants	**F**	**S**	**T**	**F**	**S**	**T**	
<=0€	19%	5%	3%	45%	26%	2%	100%
1€-10K	17%	15%	25%	24%	14%	5%	100%
10K€-90K	16%	12%	35%	17%	10%	10%	100%
90K€-150	16%	12%	30%	17%	13%	13%	100%
150K€-230	16%	9%	26%	18%	14%	17%	100%
230K€-1000	16%	8%	20%	20%	17%	20%	100%
>1000K	11%	6%	11%	20%	23%	30%	100%
Total	16%	11%	28%	19%	13%	13%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 10 - ETAT : Nombre de marchés, par domaine d'activité (Fournitures/Services/Travaux) et par tranches de durée (en %)

	Total PME			Total autres entreprises			Ensemble des entreprises
Durée	**F**	**S**	**T**	**F**	**S**	**T**	
0-3 mois	20%	9%	34%	14%	5%	18%	100%
4-6 mois	11%	10%	47%	8%	5%	20%	100%
7-12 mois	16%	11%	31%	19%	11%	12%	100%
13-24 mois	10%	11%	30%	19%	15%	15%	100%
25-48 mois	19%	14%	8%	29%	26%	4%	100%
> 49 mois	8%	20%	4%	21%	40%	6%	100%
Total	16%	11%	28%	19%	13%	13%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 11 - ETAT : Nombre de marchés, par situation géographique et par tranches de montant (en %)

	Part du nombre de contrats attribués aux PME par des acheteurs du même département	Part du nombre de contrats attribués aux Autres entreprises par des acheteurs du même département	Part du nombre de contrats attribués (Toutes entreprises confondues) par des acheteurs du même département
<=0€	38%	12%	19%
1€-10K	41%	11%	28%
10K€-90K	100%	13%	47%
90K€-150	12%	15%	12%
150K€-230	23%	15%	20%
230K€-1000	46%	16%	26%
>1000K	9%	13%	11%
Total	**36%**	**14%**	**26%**

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

ANNEXE 4 : marchés publics des Collectivités Territoriales par nombre de marchés

Tableau 12 : COLL. LOC. : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par type de Procédure (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Procédure	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
01	35%	19%	10%	64%	14%	12%	11%	100%
02	36%	21%	9%	66%	13%	8%	13%	100%
03	47%	17%	8%	72%	11%	9%	8%	100%
04	46%	20%	9%	76%	9%	8%	8%	100%
05	45%	15%	9%	69%	10%	10%	11%	100%
06	19%	12%	9%	41%	16%	23%	21%	100%
07	76%	9%	2%	88%	6%	3%	3%	100%
08	63%	11%	6%	80%	9%	4%	6%	100%
09	61%	10%	6%	76%	11%	7%	6%	100%
Total	37%	19%	9%	65%	13%	12%	11%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 13 : COLL. LOC. : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par Durée (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Durée	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
0-3 mois	41%	20%	9%	70%	13%	9%	8%	100%
4-6 mois	48%	22%	9%	78%	10%	7%	5%	100%
7-12 mois	38%	19%	9%	66%	12%	11%	10%	100%
13-24 mois	25%	17%	10%	52%	15%	17%	16%	100%
25-48 mois	28%	15%	10%	53%	17%	15%	15%	100%
> 49 mois	34%	13%	11%	59%	14%	13%	14%	100%
Total	37%	19%	9%	65%	13%	12%	11%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 14 : COLL. LOC : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par Forme de marché (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Forme	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
01	46%	22%	9%	76%	10%	7%	7%	100%
02	22%	14%	10%	45%	19%	19%	17%	100%
03	38%	22%	9%	69%	12%	10%	9%	100%
04	45%	20%	6%	71%	11%	10%	8%	100%
Total	37%	19%	9%	65%	13%	12%	11%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 15 : COLL. LOC : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par type de Prix (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Type prix	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
01	38%	19%	9%	66%	13%	11%	10%	100%
02	24%	13%	10%	47%	17%	17%	19%	100%
03	35%	19%	10%	64%	13%	11%	11%	100%
Total	37%	19%	9%	65%	13%	12%	11%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 16 : COLL. LOC : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par code CPV (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Code CPV	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
F	19%	14%	11%	44%	21%	20%	16%	100%
S	43%	12%	8%	63%	11%	11%	15%	100%
T	47%	24%	8%	79%	9%	6%	6%	100%
Total	37%	19%	9%	65%	13%	12%	11%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 17 : COLL. LOC : Nombre de marchés par catégorie d'entreprise et par tranches de Montants (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Montants	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
<=0€	26%	14%	6%	46%	16%	18%	20%	100%
1€-10K	40%	16%	8%	64%	12%	13%	11%	100%
10K€-90K	42%	20%	9%	72%	11%	9%	8%	100%
90K€-150	30%	20%	11%	62%	15%	12%	11%	100%
150K€-230	27%	20%	11%	58%	16%	14%	13%	100%
230K€-1000	21%	18%	11%	50%	18%	16%	16%	100%
>1000K	13%	11%	11%	36%	21%	20%	23%	100%
Total	37%	19%	9%	65%	13%	12%	11%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 18 - COLL. LOC : Nombre de marchés, par domaine d'activité (Fournitures/Services/Travaux) et par tranches de montant (en %)

	Total PME			Total autres entreprises			Ensemble des entreprises
Montants	F	S	T	F	S	T	
<=0€	23%	18%	5%	39%	12%	3%	100%
1€-10K	20%	9%	35%	27%	5%	4%	100%
10K€-90K	13%	9%	49%	15%	5%	9%	100%
90K€-150	12%	11%	40%	15%	7%	16%	100%
150K€-230	11%	11%	36%	16%	7%	19%	100%
230K€-1000	10%	11%	29%	17%	10%	23%	100%
>1000K	8%	11%	17%	23%	12%	30%	100%
Total	14%	10%	41%	19%	6%	11%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 19 - COLL. LOC : Nombre de marchés, par domaine d'activité (Fournitures/Services/Travaux) et par tranches de durée (en %)

	Total PME			Total autres entreprises			Ensemble des entreprises
Durée	F	S	T	F	S	T	
0-3 mois	8%	8%	54%	5%	3%	22%	100%
4-6 mois	5%	6%	67%	4%	2%	16%	100%
7-12 mois	16%	9%	41%	22%	5%	7%	100%
13-24 mois	21%	6%	25%	38%	4%	7%	100%
25-48 mois	23%	18%	12%	26%	14%	6%	100%
> 49 mois	3%	48%	7%	6%	32%	3%	100%
Total	14%	10%	41%	19%	6%	11%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 20 - COLL. LOC : Nombre de marchés, par situation géographique et par tranches de montant (en %)

	Part du nombre de contrats attribués aux PME par des acheteurs du même département	Part du nombre de contrats attribués aux Autres entreprises par des acheteurs du même département	Part du nombre de contrats attribués (Toutes entreprises confondues) par des acheteurs du même département
<=0€	49%	10%	28%
1€-10K	58%	8%	40%
10K€-90K	65%	18%	52%
90K€-150	63%	22%	47%
150K€-230	62%	22%	45%
230K€-1000	59%	23%	41%
>1000K	54%	23%	34%
Total	**62%**	**17%**	**46%**

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

ANNEXE 5 : marchés publics de l'Etat par tranches de montant

Tableau 21 : ETAT : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par type de Procédure (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Procédure	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
01	11%	9%	8%	27%	14%	22%	36%	100%
02	8%	11%	8%	28%	15%	21%	35%	100%
03	27%	13%	5%	45%	6%	11%	38%	100%
04	11%	5%	8%	24%	30%	36%	10%	100%
05	18%	9%	6%	33%	13%	6%	49%	100%
06	2%	1%	1%	4%	2%	8%	87%	100%
07	9%	2%	0%	12%	14%	0%	74%	100%
08	37%	3%	1%	42%	3%	7%	48%	100%
09	72%	4%	2%	78%	0%	16%	6%	100%
Total	9%	7%	6%	21%	12%	18%	49%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 22 : ETAT : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par Durée (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Durée	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
0-3 mois	19%	17%	9%	45%	20%	20%	14%	100%
4-6 mois	19%	15%	9%	43%	16%	16%	25%	100%
7-12 mois	13%	14%	12%	39%	21%	22%	19%	100%
13-24 mois	8%	10%	5%	23%	16%	22%	39%	100%
25-48 mois	9%	4%	6%	19%	8%	22%	50%	100%
> 49 mois	1%	0%	0%	2%	8%	3%	87%	100%
Total	9%	7%	6%	21%	12%	18%	49%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 23 : ETAT : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par Forme de marché (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Forme	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
01	9%	8%	6%	23%	13%	15%	49%	100%
02	9%	5%	6%	21%	10%	20%	49%	100%
03	5%	5%	4%	15%	14%	20%	51%	100%
04	17%	37%	2%	56%	12%	17%	15%	100%
Total	9%	7%	6%	21%	12%	18%	49%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 24 : ETAT : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par type de Prix (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Type prix	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
01	12%	9%	7%	28%	12%	19%	41%	100%
02	11%	6%	7%	24%	13%	13%	51%	100%
03	6%	5%	4%	16%	11%	19%	53%	100%
Total	9%	7%	6%	21%	12%	18%	49%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 25 : ETAT : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par code CPV (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Code CPV	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
F	10%	6%	7%	23%	11%	17%	48%	100%
S	7%	2%	2%	11%	8%	12%	69%	100%
T	10%	13%	8%	32%	17%	28%	23%	100%
Total	9%	7%	6%	21%	12%	18%	49%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 26 : ETAT : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par tranches de Montants (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Montants	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
<=0€								
1€-10K	36%	17%	9%	62%	13%	11%	14%	100%
10K€-90K	32%	20%	10%	62%	13%	11%	14%	100%
90K€-150	27%	17%	13%	57%	14%	13%	15%	100%
150K€-230	21%	18%	11%	51%	17%	16%	17%	100%
230K€-1000	17%	14%	11%	42%	18%	19%	20%	100%
>1000K	5%	3%	4%	12%	10%	19%	60%	100%
Total	9%	7%	6%	21%	12%	18%	49%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 27 - ETAT: Montant de marchés, par domaine d'activité (Fournitures/Services/Travaux) et par tranches de montant (en %)

	Total PME			Total autres entreprises			Ensemble des entreprises
Montants	F	S	T	F	S	T	
<=0€							
1€-10K	17%	16%	29%	21%	11%	6%	100%
10K€-90K	16%	11%	34%	17%	10%	11%	100%
90K€-150	16%	12%	29%	17%	13%	13%	100%
150K€-230	15%	9%	26%	18%	14%	17%	100%
230K€-1000	16%	8%	19%	20%	18%	20%	100%
>1000K	5%	3%	4%	27%	41%	20%	100%
Total	8%	4%	9%	25%	35%	20%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 28 - ETAT : Montant de marchés, par domaine d'activité (Fournitures/Services/Travaux) et par tranches de durée (en %)

	Total PME			Total autres entreprises			Ensemble des entreprises
Durée	F	S	T	F	S	T	
0-3 mois	12%	6%	27%	12%	7%	35%	100%
4-6 mois	9%	5%	29%	14%	3%	40%	100%
7-12 mois	11%	5%	23%	15%	9%	37%	100%
13-24 mois	6%	3%	14%	22%	8%	46%	100%
25-48 mois	9%	6%	4%	38%	32%	11%	100%
> 49 mois	1%	1%	0%	4%	92%	2%	100%
Total	8%	4%	9%	25%	35%	20%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 29 - ETAT : Montant de marchés, par situation géographique et par tranches de montant (en %)

	Part du montant de contrats attribués aux PME par des acheteurs du même département	Part du montant de contrats attribués aux Autres entreprises par des acheteurs du même département	Part du montant de contrats attribués (Toutes entreprises confondues) par des acheteurs du même département
<=0€			
1€-10K	43%	11%	31%
10K€-90K	36%	14%	28%
90K€-150	34%	15%	26%
150K€-230	34%	15%	25%
230K€-1000	30%	16%	22%
>1000K	26%	12%	13%
Total	**30%**	**12%**	**16%**

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

ANNEXE 6 : marchés publics des Collectivités Territoriales par tranches de montant

Tableau 30 : COLL. LOC : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par type de Procédure (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Procédure	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
01	18%	13%	10%	41%	20%	20%	20%	100%
02	12%	11%	8%	31%	27%	29%	14%	100%
03	37%	17%	10%	63%	13%	10%	14%	100%
04	31%	15%	12%	58%	10%	20%	11%	100%
05	16%	13%	9%	38%	9%	19%	34%	100%
06	6%	6%	5%	17%	14%	21%	48%	100%
07	61%	23%	6%	89%	7%	1%	2%	100%
08	64%	10%	5%	79%	10%	7%	4%	100%
09	71%	8%	2%	81%	10%	5%	4%	100%
Total	19%	13%	9%	41%	18%	20%	21%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 31 : COLL. LOC : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par Durée (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Durée	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
0-3 mois	25%	18%	10%	53%	19%	16%	12%	100%
4-6 mois	25%	19%	12%	56%	19%	14%	10%	100%
7-12 mois	23%	13%	8%	45%	14%	16%	26%	100%
13-24 mois	13%	12%	9%	34%	18%	21%	27%	100%
25-48 mois	15%	11%	9%	36%	23%	21%	20%	100%
> 49 mois	18%	8%	10%	36%	13%	36%	16%	100%
Total	19%	13%	9%	41%	18%	20%	21%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 32 : COLL. LOC : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par Forme de marché (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Forme	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
01	22%	17%	11%	50%	18%	18%	15%	100%
02	16%	9%	8%	33%	20%	19%	28%	100%
03	15%	12%	8%	35%	14%	40%	12%	100%
04	22%	9%	10%	41%	29%	15%	15%	100%
Total	19%	13%	9%	41%	18%	20%	21%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 33 : COLL. LOC : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par type de Prix (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Type prix	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
01	22%	15%	9%	46%	17%	17%	21%	100%
02	13%	8%	8%	30%	16%	22%	32%	100%
03	15%	11%	10%	36%	21%	24%	19%	100%
Total	19%	13%	9%	41%	18%	20%	21%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 34 : COLL. LOC : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par code CPV (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Code CPV	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
F	15%	9%	7%	31%	18%	21%	31%	100%
S	25%	11%	10%	45%	16%	16%	23%	100%
T	19%	16%	11%	46%	20%	20%	14%	100%
Total	19%	13%	9%	41%	18%	20%	21%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 35 : COLL. LOC : Montant des marchés par catégorie d'entreprise et par tranches de Montants (en %)

	PME (nb de salariés)				Non PME (salariés)			
Montants	TPE (0 à 19)	Petites E (20 à 49)	Moyennes E (50 à 249)	Total PME* (0 à 249)	(< 250)	(250 - 1000)	(> 1000)	Ensemble des entreprises
<=0€								
1€-10K	45%	18%	8%	71%	11%	10%	8%	100%
10K€-90K	39%	21%	10%	70%	12%	10%	9%	100%
90K€-150	30%	20%	11%	62%	15%	12%	12%	100%
150K€-230	27%	20%	11%	58%	16%	14%	13%	100%
230K€-1000	20%	17%	11%	48%	18%	17%	17%	100%
>1000K	12%	8%	8%	27%	21%	24%	28%	100%
Total	19%	13%	9%	41%	18%	20%	21%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 36 - COLL. LOC : Montant de marchés, par domaine d'activité (Fournitures/Services/Travaux) et par tranches de montant (en %)

	Total PME			Total autres entreprises			Ensemble des entreprises
Montants	F	S	T	F	S	T	
<=0€	85%	0%	11%	0%	0%	4%	100%
1€-10K	18%	9%	44%	20%	5%	4%	100%
10K€-90K	13%	10%	47%	15%	5%	11%	100%
90K€-150	12%	11%	39%	15%	7%	16%	100%
150K€-230	11%	11%	36%	16%	7%	19%	100%
230K€-1000	10%	11%	27%	18%	10%	24%	100%
>1000K	9%	7%	11%	27%	13%	33%	100%
Total	10%	9%	22%	22%	11%	26%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 37 - COLL. LOC : Montant de marchés, par domaine d'activité (Fournitures/Services/Travaux) et par tranches de durée (en %)

	Total PME			Total autres entreprises			Ensemble des entreprises
Durée	F	S	T	F	S	T	
0-3 mois	6%	5%	41%	5%	4%	38%	100%
4-6 mois	5%	5%	46%	4%	3%	37%	100%
7-12 mois	13%	6%	26%	32%	5%	18%	100%
13-24 mois	9%	4%	22%	27%	9%	29%	100%
25-48 mois	11%	12%	12%	24%	13%	28%	100%
> 49 mois	2%	25%	9%	7%	41%	16%	100%
Total	10%	9%	22%	22%	11%	26%	100%

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)

Tableau 38 - COLL. LOC : Montant de marchés, par situation géographique et par tranches de montant (en %)

	Part du montant de contrats attribués aux PME par des acheteurs du même département	Part du montant de contrats attribués aux Autres entreprises par des acheteurs du même département	Part du montant de contrats attribués (Toutes entreprises confondues) par des acheteurs du même département
<=0€	3%	9%	4%
1€-10K	63%	10%	47%
10K€-90K	64%	19%	51%
90K€-150	62%	22%	47%
150K€-230	61%	23%	45%
230K€-1000	58%	23%	40%
>1000K	51%	20%	28%
Total	**57%**	**21%**	**36%**

* les PME sont définies avec le critère de dépendance.
Source : Insee (LiFi 2003, Suse)